



Conférence de presse du 18 juin 2026 du comité pour le « non » à l'initiative sur l'alimentation

## « La régulation alimentaire par la Confédération est vouée à l'échec »

*Exposé de la conseillère aux États Petra Gössi, présidente de la Fédération des Industries Alimentaires Suisses (le discours prononcé fait foi)*

Mesdames et Messieurs,

La filière alimentaire suisse réunit l'agriculture, la transformation, le commerce et la consommation. Chaque jour, des milliers d'entreprises s'efforcent de fournir des produits alimentaires de qualité, sûrs et durables. Ce travail est axé sur la satisfaction de la demande et l'amélioration continue des produits grâce à l'innovation et au développement. C'est pourquoi nous rejetons l'initiative sur l'alimentation.

Dans son message, le Conseil fédéral arrive à la conclusion que les objectifs de l'initiative ne pourront être atteints qu'au prix d'une ingérence démesurée dans la production et la consommation. La Confédération aurait ainsi de plus en plus son mot à dire sur la manière dont les denrées alimentaires sont produites et commercialisées, ainsi que sur la manière dont elles doivent évoluer pour s'adapter aux défis de l'avenir. Ce n'est pas de cette manière que la Suisse est devenue forte. L'initiative mise donc sur un diktat de la Confédération et sur de nouvelles dispositions légales dans tous les domaines de l'agriculture, de l'industrie alimentaire, de la consommation et du commerce. Nous, de notre côté, misons sur l'innovation, le marché et la responsabilité individuelle.

De plus, l'initiative sur l'alimentation ne frapperait pas uniquement le secteur alimentaire indigène de nouvelles directives. Pour une mise en œuvre efficace, il faudrait imposer des restrictions considérables au commerce et à la vente. L'initiative présente donc également un risque sur le plan commercial et remettrait en cause nos accords bilatéraux et multilatéraux. Tant de travail réduit à néant, tel serait le résumé des conséquences d'une acceptation de l'initiative.

Nos entreprises investissent en permanence dans des processus ménageant les ressources, de nouvelles technologies et des produits innovants. Elles réduisent les émissions, améliorent l'économie circulaire et développent des solutions pour relever les défis de l'avenir. Cette dynamique ne résulte pas de directives gouvernementales. Elle est le fruit de la recherche, de l'esprit d'entreprise et de la concurrence. L'initiative sur l'alimentation non seulement risque de freiner cette dynamique, mais engendre également de nouvelles incertitudes, de nouvelles réglementations et une nouvelle ingérence dans des marchés qui fonctionnent bien. En cas d'acceptation, bon nombre des investissements réalisés ces dernières années, par exemple dans les abattoirs, perdraient toute leur valeur. La régulation alimentaire par la Confédération est vouée à l'échec. Elle porte préjudice non seulement aux entreprises, mais aussi, en fin de compte, à la consommation.

Nous avons besoin d'une politique non pas qui dicte, mais qui favorise le progrès. Une politique qui laisse aux consommatrices et aux consommateurs la liberté de décider eux-mêmes ce qu'ils mangent. Une politique qui fasse confiance à la responsabilité des citoyennes et des citoyens et à leur propension au changement. C'est pourquoi la fial et moi-même, en tant que représentante du PLR, disons non à l'initiative sur l'alimentation.

Merci beaucoup de votre attention.